

**OBJET : Mutation du fonds décrit ci-dessous :**

NOM DE L'ETF	Classe d'actions	CODE ISIN
LYXOR CAC MID 60 UCITS ETF	I-EUR	FR0011046754
	Dist	FR0011041334

Chère Madame, Cher Monsieur,

Par la présente lettre, nous vous informons que LYXOR INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT agissant en tant que gérant financier par délégation de la SICAV MULTI UNITS FRANCE et du compartiment mentionné ci-dessus (ci-après « **le Fonds** »), a décidé de procéder à la modification suivante :

**1- L'opération :**

- Modification de la stratégie d'investissement portant sur la méthode de gestion

Cette opération a été agréée par l'Autorité des Marchés Financier (AMF) en date du 22/08/2018.

En vue de satisfaire les demandes des investisseurs, Lyxor International Asset Management a décidé de développer sa gamme d'ETFs physique en modifiant la stratégie d'investissement du Fonds.

La méthode de gestion retenue à partir du 10/09/2018 sera celle d'une réplification directe dite « physique » de l'indice CAC Mid 60 Gross Total Return (ci-après l'« **Indicateur de Référence** »), qui consiste à ce que le portefeuille du Fonds soit investi directement et principalement dans les actions composant l'Indicateur de Référence permettant ainsi au Fonds d'atteindre son objectif de gestion. Pour rappel, la stratégie d'investissement en vigueur jusqu'au 07/09/2018 consiste à obtenir la performance de l'Indicateur de Référence via un contrat d'échange à terme.

A partir du 10/09/2018, le Fonds pourra avoir recours à titre accessoire aux instruments financiers à terme négociés de gré à gré ou admis à la cotation sur un marché réglementé dans le meilleur intérêt des porteurs.

Par ailleurs, le Fonds pourra avoir recours aux techniques de gestion efficace de portefeuille et notamment aux opérations de cessions temporaires de titres financiers.

Pour ce faire, il a été procédé à la modification de la section « Stratégie d'investissement » du prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur (DICI) décrivant les instruments financiers dans lesquels le Fonds pourra investir afin d'atteindre son objectif de gestion.

**Il est précisé aux investisseurs que si :**

- **la modification convient à l'investisseur, aucune action de sa part n'est nécessaire ;**
- **la modification ne convient pas à l'investisseur, l'investisseur a dès lors la possibilité de sortir sans frais ; et**

Lyxor Asset Management  
Tours Société Générale - 17 cours Valmy  
92987 Paris- La Défense Cedex – France  
[www.lyxor.com](http://www.lyxor.com)

- **L'investisseur n'a pas d'avis sur l'opération, l'investisseur est dès lors invité à prendre contact avec son conseiller ou son distributeur.**

## 2- Les modifications entraînées par l'opération

- Le profil risque
  - Modification du profil rendement/risque : Oui

La modification de la stratégie d'investissement entraîne une modification de la section « Profil de risque » du prospectus. En conséquence, le risque lié au recours à des instruments dérivés ainsi que le risque de contrepartie sont modifiés, par ailleurs un risque lié au recours aux opérations de cession temporaire de titres financiers est ajouté, ainsi qu'un risque d'absence de répliation parfaite de l'indicateur de référence.

- Augmentation du profil rendement/risque : Non
- Augmentation des frais : Non
- Commissions de souscriptions et de rachats acquises au compartiment : il existera à compter de la date de l'opération des commissions de souscriptions et de rachats acquises au compartiment, qui pourront atteindre 0,50% maximum des montants souscrits et 0,10% maximum des montants rachetés.

Les intervenants sur le marché primaire (souscription/rachat en direct auprès de la Société de gestion) ont la possibilité de se faire rembourser leurs actions auprès de la Société de gestion et/ou de son dépositaire, dans les conditions de montant minimum de rachat décrites dans le prospectus, sans commission de rachat pendant une période d'un mois à compter de la date d'envoi de cette lettre.

Les actions du Fonds acquises sur le marché secondaire ne peuvent généralement pas être directement revendues au Fonds. En conséquence, les investisseurs intervenant sur le marché boursier peuvent encourir des frais de courtage et/ou de transactions sur leurs opérations. Ces investisseurs vont également traiter à un prix qui reflète l'existence d'un « *spread bid-ask*<sup>1</sup> ». La société de gestion invite les investisseurs à se renseigner auprès de leur courtier habituel afin d'obtenir de plus amples informations relatives aux frais de courtage qui peuvent leur être appliqués ainsi qu'aux « *spreads bid-ask* » qu'ils sont susceptibles de supporter.

- L'ensemble des modifications apportées au prospectus est décrit dans l'Annexe ci-dessous.
  - Modification de la dénomination des OPCVM

La Société de gestion a décidé de modifier la dénomination du Fonds comme cela est précisé dans le tableau ci-après.

Nom du Fonds	Nom du Fonds à partir du 10/09/2018
LYXOR CAC MID 60 UCITS ETF	LYXOR CAC MID 60 (DR) UCITS ETF

<sup>1</sup> « *spread bid ask* » désigne la différence entre les cours acheteurs et vendeurs des actions

### **3- Les éléments à ne pas oublier pour l'investisseur**

Nous vous rappelons qu'il est nécessaire et important de prendre connaissance du prospectus du Fonds et de son Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI) disponibles sur le site [www.lyxoretff.fr](http://www.lyxoretff.fr). Ces mêmes documents sont aussi consultables sur le site de l'AMF, [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org), ou disponibles sur demande auprès du gestionnaire financier par délégation.

Nous vous invitons à prendre contact régulièrement avec votre conseiller pour vous fournir toute information complémentaire sur vos placements.

La Société de Gestion

**ANNEXE : Tableau comparatif des éléments modifiés**

	VERSION ACTUELLE	NOUVELLE VERSION
<b>Codes ISIN</b>	Classe d'actions I-EUR : FR0011046754  Classe d'actions Dist : FR0011041334	Classe d'actions Dist : FR0011041334
<b>- Stratégie d'investissement</b>		
<b>1. Stratégie utilisée</b>	<p>Le Compartiment respectera les règles d'investissement édictées par la Directive Européenne 2009/65/CE du 13 Juillet 2009.</p> <p>Afin de rechercher la corrélation la plus élevée possible avec la performance de l'Indicateur de Référence, le Compartiment atteindra son objectif de gestion via une méthode de réplication indirecte ce qui signifie que le Compartiment aura recours à la conclusion d'un ou plusieurs contrat(s) d'échange à terme négocié(s) de gré à gré permettant au Compartiment d'atteindre son objectif de gestion. Ces contrats d'échange à terme auront pour objectif d'échanger (i) la valeur des actifs détenus par le Compartiment et composés d'espèces et/ou d'actifs de bilan (hors titres reçus en garantie, le cas échéant) contre (ii) la valeur de titres composant l'Indicateur de Référence.</p> <p>Les titres financiers à l'actif du Compartiment pourront notamment être des titres entrant dans la composition de l'Indicateur de Référence, ainsi que d'autres actions internationales, de tous les secteurs économiques, cotées sur tous les marchés, y</p>	<p>Le Compartiment respectera les règles d'investissement édictées par la Directive Européenne 2009/65/CE du 13 Juillet 2009.</p> <p>Afin de rechercher la corrélation la plus élevée possible avec la performance de l'Indicateur de Référence, le Compartiment atteindra son objectif de gestion via une méthode de réplication directe ce qui signifie que le Compartiment investira principalement dans les titres composant l'Indicateur de Référence.</p> <p>Dans le cadre de l'optimisation de la méthode de réplication directe de l'Indicateur de Référence, le Compartiment, représenté par son gérant financier par délégation, pourra décider d'utiliser une technique dite « d'échantillonnage » consistant à investir dans une sélection de titres représentatifs composant l'Indicateur de Référence et ce, dans l'objectif de limiter les coûts liés à l'investissement dans les différents composants de l'Indicateur de Référence. Une stratégie de réplication par échantillonnage pourrait notamment conduire le Compartiment à investir dans une sélection de titres représentatifs (et non tous les titres) composant l'Indicateur de Référence, dans des proportions différentes de celles de l'Indicateur de Référence ou bien même à investir dans des titres autres</p>

	<p>compris les marchés de petites capitalisations.</p> <p>Le panier de titres financiers détenu pourra être ajusté quotidiennement afin que sa valeur soit supérieure ou égale à 100% de l'actif net dans la plupart des cas. Le cas échéant, cet ajustement aura pour objectif que le risque de contrepartie induit par le contrat d'échange à terme décrit ci-dessus soit totalement neutralisé.</p> <p>Des informations portant sur (i) la composition actualisée du panier d'actifs de bilan détenus dans le portefeuille du Compartiment et (ii) la valeur de marché de l'opération d'échange à terme conclue par le Compartiment, sont disponibles sur la page dédiée au Compartiment accessible sur le site <a href="http://www.lyxoret.com">www.lyxoret.com</a>. La fréquence de mise à jour et/ou la date d'actualisation des informations susvisées est également précisée sur la même page du site internet susvisé.</p> <p>Le Compartiment investira en permanence un minimum de 75% de ses actifs dans des sociétés qui ont leur siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne, ou dans un autre Etat partie au traité sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France un accord fiscal contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale. Ce niveau minimum de détention permet l'éligibilité au Plan d'Epargne en Actions.</p> <p>Dans le cadre de la gestion de son exposition, le Compartiment pourra être exposé jusqu'à 20 % de son actif en actions d'une même entité émettrice. Cette limite de 20% sera vérifiée, à chaque date de rebalancement de l'Indicateur de Référence, en application de la méthode de calcul de l'Indicateur de Référence qui limite l'exposition de chacune des actions d'une même entité émettrice à 20% et dont le calcul est assuré par le sponsor ou l'agent de calcul de l'Indicateur de Référence. Cette limite de 20% pourra être portée à 35 % pour une seule entité émettrice, lorsque cela se révèle</p>	<p>que les composants de l'Indicateur de Référence.</p> <p>A titre accessoire et toujours dans le but de rechercher la corrélation la plus élevée possible avec la performance de l'Indicateur de Référence, le Compartiment pourra également conclure des contrats sur Instruments Financiers à Terme (« IFT »). Les IFT conclus dans ce cadre pourraient notamment être des contrats de type Futures sur indices et/ou des swaps de couverture notamment conclus pour minimiser le niveau d'écart de suivi (« <b>Tracking Error</b> ») du Compartiment</p> <p>Le site <a href="http://www.lyxoret.com">www.lyxoret.com</a> propose une page dédiée au Compartiment, laquelle permet notamment aux investisseurs de bénéficier d'une transparence sur la méthode de réplification directe retenue (réplification intégrale de l'Indicateur de Référence ou échantillonnage pour limiter les coûts de réplification). La fréquence de mise à jour et/ou la date d'actualisation des informations susvisées est également précisée sur la même page du site internet susvisé.</p> <p>Dans le cadre de la gestion de son exposition, le Compartiment pourra être exposé jusqu'à 20 % de son actif en actions d'une même entité émettrice. Cette limite de 20% sera vérifiée, à chaque date de rebalancement de l'Indicateur de Référence, en application de la méthode de calcul de l'Indicateur de Référence qui limite l'exposition de chacune des actions d'une même entité émettrice à 20% et dont le calcul est assuré par le sponsor ou l'agent de calcul de l'Indicateur de Référence. Cette limite de 20% pourra être portée à 35 % pour une seule entité émettrice, lorsque cela se révèle justifié par des conditions exceptionnelles sur le marché, notamment lorsque certaines valeurs sont largement dominantes et/ou en cas de forte volatilité d'un instrument financier ou des titres liés à un secteur économique représenté dans l'Indicateur de Référence. Tel pourrait notamment être le cas dans l'hypothèse d'une offre publique affectant l'un des titres composant l'Indicateur de</p>
--	--	--

	<p>justifié par des conditions exceptionnelles sur le marché, notamment lorsque certaines valeurs sont largement dominantes et/ou en cas de forte volatilité d'un instrument financier ou des titres liés à un secteur économique représenté dans l'Indicateur de Référence. Tel pourrait notamment être le cas dans l'hypothèse d'une offre publique affectant l'un des titres composant l'Indicateur de Référence ou en cas de restriction significative de la liquidité affectant un ou plusieurs instruments financiers entrant dans la composition de l'Indicateur de Référence.</p>	<p>Référence ou en cas de restriction significative de la liquidité affectant un ou plusieurs instruments financiers entrant dans la composition de l'Indicateur de Référence.</p> <p>Dans le cadre d'une optimisation future de la gestion du Compartiment, le gérant se réserve la possibilité d'utiliser d'autres instruments dans la limite de la réglementation afin d'atteindre son objectif de gestion.</p>
<p><b>2. Actifs de bilan (hors dérivés intégrés)</b></p>	<p>Le Compartiment peut détenir, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actions internationales (de tous secteurs économiques, cotées sur tous les marchés) y compris les marchés de petites capitalisations.</p> <p>Les actions susvisées seront choisies sur la base de critères :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'éligibilité, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>o appartenance aux principaux indices de marché ou à l'Indicateur de Référence</li> <li>o liquidité (seuils minimaux appliqués aux volumes moyens journaliers de transactions et à la capitalisation boursière)</li> <li>o notation du pays du siège social de l'émetteur (exigence d'un seuil minimal en notation S&amp;P ou équivalent)</li> </ul> </li> <li>- de diversification, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>o émetteur (application des ratios applicables)</li> </ul> </li> </ul>	<p>Le Compartiment respectera les règles d'investissement édictées par la Directive Européenne 2009/65/CE du 13 Juillet 2009.</p> <p>Le Compartiment sera principalement investi dans les titres composant l'Indicateur de Référence.</p> <p>Le Compartiment investira en permanence un minimum de 75% de ses actifs dans des sociétés qui ont leur siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne, ou dans un autre Etat partie au traité sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France un accord fiscal contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale. Ce niveau minimum de détention permet l'éligibilité au Plan d'Epargne en Actions.</p> <p>L'investissement dans des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (« OPCVM ») conformes à la Directive 2009/65/CE est limité à 10 % de l'actif net. Dans le cadre de ces investissements le Compartiment pourra souscrire des parts ou actions d'OPCVM gérés par la société de gestion ou une société à laquelle elle est liée. Le gérant n'investira pas dans des parts ou actions de FIA ou d'autres fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger.</p>

	<p>aux actifs éligibles d'un OPCVM tels que mentionnés à l'Art. R214-21 du Code Monétaire et Financier)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ géographique</li> <li>○ sectorielle</li> </ul> <p>Pour plus d'informations sur les critères d'éligibilité et de diversification mentionnés ci-dessus, notamment la liste des indices éligibles les investisseurs sont invités à consulter le site <a href="http://www.lyxoretf.com">www.lyxoretf.com</a></p> <p>L'investissement dans des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (« <b>OPCVM</b> ») conformes à la Directive 2009/65/CE est limité à 10% de l'actif net du Compartiment. Dans le cadre de ces investissements le Compartiment pourra souscrire des parts ou actions d'OPCVM gérés par la société de gestion ou une société à laquelle elle est liée. Le gérant n'investira pas dans des parts ou actions de FIA ou d'autres fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger.</p> <p>Lorsque le Compartiment reçoit des titres en garantie, dans les conditions et limites du paragraphe 8 ci-après de la présente section, ceux-ci étant reçus en pleine propriété par le Compartiment, ils constituent également des actifs de bilan reçus en pleine propriété par le Compartiment.</p> <p>Dans le cadre d'une optimisation future de la gestion du Compartiment, le gérant se réserve la possibilité d'utiliser d'autres instruments dans la limite de la réglementation afin d'atteindre son objectif de gestion.</p>	<p>Lorsque le Compartiment reçoit des titres en garantie, dans les conditions et limites du paragraphe 8 ci-après de la présente section, ceux-ci étant reçus en pleine propriété par le Compartiment, ils constituent également des actifs de bilan reçus en pleine propriété par le Compartiment.</p>
<p><b>3. Actifs de hors bilan (instruments dérivés)</b></p>	<p>Le Compartiment aura recours à des index-linked swaps négociés de gré à gré échangeant la valeur des actifs du Compartiment (ou de tout autre instrument financier à l'actif du Compartiment le cas échéant) contre la valeur de l'Indicateur de Référence (conformément à la description faite au paragraphe 1 ci-dessus de la présente section).</p> <p>Dans le cadre d'une optimisation future de la gestion du Compartiment, le gérant se</p>	<p>A titre accessoire, le Compartiment pourrait avoir recours à des IFT négociés sur un marché réglementé ou négocié de gré à gré.</p> <p>En cas de recours à des IFT conclus de gré à gré, et conformément à sa politique de meilleure exécution, la société de gestion considère que Société Générale serait la contrepartie permettant généralement d'obtenir le meilleur résultat possible pour</p>

	<p>réserve la possibilité d'utiliser d'autres instruments dans la limite de la réglementation afin d'atteindre son objectif de gestion, comme par exemple des instruments financiers à terme autres que les <i>index-linked swaps</i>.</p> <p>Conformément à sa politique de meilleure exécution, la société de gestion considère que Société Générale est la contrepartie permettant généralement d'obtenir, pour ces instruments financiers à terme, le meilleur résultat possible. En conséquence, ces instruments financiers à terme (incluant les <i>index-linked swaps</i>) pourront être négociés avec Société Générale sans mise en concurrence préalable avec plusieurs contreparties.</p> <p>La contrepartie des instruments financiers à terme susvisés (la « <b>Contrepartie</b> ») ne disposera pas d'un pouvoir discrétionnaire sur la composition du portefeuille d'investissement du Compartiment, ni sur les actifs sous jacents des instruments financiers à terme.</p>	<p>les instruments financiers à terme de couverture que le Compartiment pourrait conclure conformément à sa stratégie d'investissement. En conséquence, tout ou partie de ces instruments financiers à terme pourraient être négociés avec Société Générale sans mise en concurrence préalable avec plusieurs contreparties.</p>
<p><b>7. Opérations d'acquisition et cession temporaires de titres</b></p>	<p>Néant. Le gérant n'aura pas recours à des opérations d'acquisition et/ou de cessions temporaires de titres.</p>	<p>Le Compartiment peut avoir recours à des techniques de gestion efficace de portefeuille en conformité avec les dispositions de l'article R214-18 du Code monétaire et financier et notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nature des opérations utilisées : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> prises et mises en pension par référence au Code monétaire et financier</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> prêts et emprunts de titres par référence au Code monétaire et financier</li> <li><input type="checkbox"/> autre nature (à préciser)</li> </ul> </li> <li>• Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> gestion de la trésorerie</li> <li><input checked="" type="checkbox"/> optimisation des revenus du Compartiment</li> </ul> </li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- <input type="checkbox"/> autre nature (à préciser) Proportion maximale d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet de contrats d'opérations de financement sur titres : jusqu'à 25 % des actifs du Compartiment.</li> <li>- Proportion attendue d'actifs sous gestion pouvant faire l'objet d'opérations de financement sur titres : 20 % des actifs du Compartiment.</li> </ul> <p>Dans ce cadre, la Société de gestion nommera Société Générale (ci-après l'« <b>Agent</b> »), chargé des missions ci-après en liaison avec les opérations de cessions temporaires effectuées par le Compartiment. En cas de recours à un Agent, celui-ci pourra être autorisé (i) à effectuer, pour le compte du Compartiment, des opérations de prêt de titres, encadrées par des conventions-cadres de prêt de titres de type GMSLA (Global Master Securities Lending Agreements) et/ou tout autres contrats-cadres internationalement reconnus, et (ii) à investir, pour le compte du Compartiment, les liquidités reçues en garantie de ces opérations de prêt de titres, conformément et dans les limites définies par la convention de prêt de titres, les règles du présent prospectus et la réglementation en vigueur.</p> <p>Pour rappel, la Société de gestion est une entité du groupe Société Générale, elle est donc liée à l'Agent.</p> <p>En cas de recours à de telles cessions temporaires, tous les revenus émanant de ces opérations, nets des coûts/frais opérationnels directs et indirects seront restitués au Compartiment.</p> <p>Les coûts/frais opérationnels susvisés, liés aux techniques de gestion efficace de portefeuille, sont ceux qui sont supportés par la société de gestion du Compartiment, par l'Agent et/ou par les autres intermédiaires impliqués dans ces opérations en liaison avec leurs services.</p>
--	--	--

		<p>Ces coûts/frais opérationnels directs ou indirects seront calculés sous forme d'un pourcentage des revenus bruts réalisés par le Compartiment. Des informations sur les coûts/frais opérationnels, directs et indirects ainsi que l'identité des entités auxquelles sont réglés ces coûts/frais seront mentionnés dans le rapport annuel de la Sicav Multi Units France.</p> <p>Les revenus générés par les opérations de prêt de titres (auxquels il convient de déduire les coûts/frais opérationnels, directs et indirects, supportés par l'Agent et, le cas échéant, par la société de gestion) devront être versés au Compartiment concerné. Dans la mesure où ces coûts/frais opérationnels directs et indirects, n'augmentent pas les coûts d'exploitation du Compartiment, ils ont été exclus des frais courants.</p> <p>Le rapport annuel de la Sicav Multi Units France comprendra, le cas échéant, les précisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exposition générée par le biais des techniques de gestion efficace de portefeuille ;</li> <li>- l'identité de la/des contrepartie(s) de ces techniques de gestion efficace de portefeuille ;</li> <li>- le type et le montant des garanties reçues par le Compartiment afin de réduire le risque de contrepartie ; et</li> <li>- les revenus provenant des techniques de gestion efficace de portefeuille pour l'ensemble de la période concernée, ainsi que les coûts/frais opérationnels, directs et indirects occasionnés.</li> </ul>
<p><b><u>8. Garanties financière</u></b></p>	<p>Dans tous les cas où la stratégie d'investissement utilisée fait supporter un risque de contrepartie au Compartiment, notamment dans le cadre de l'utilisation par le Compartiment de contrats d'échange à terme négociés de gré à gré, le</p>	<p>Dans tous les cas où la stratégie d'investissement utilisée fait supporter un risque de contrepartie au Compartiment, notamment dans le cadre de l'utilisation par le Compartiment de contrats d'échange à terme négociés de gré à gré et dans le cadre</p>

	<p>Compartiment pourra recevoir des titres qui sont considérés comme des garanties afin de réduire le risque de contrepartie lié à ces opérations. Le portefeuille de garanties reçues pourra être ajusté quotidiennement afin que sa valeur soit supérieure ou égale au niveau de risque de contrepartie supporté par le Compartiment dans la plupart des cas. Cet ajustement aura pour objectif que le niveau de risque de contrepartie supporté par le Compartiment soit totalement neutralisé.</p> <p>Toute garantie financière reçue par le Compartiment sera remise en pleine propriété au Compartiment et livrée sur le compte du Compartiment ouvert dans les livres de son dépositaire. A ce titre, les garanties financières reçues seront inscrites à l'actif du Compartiment.</p> <p>Toute garantie financière reçue par le Compartiment dans ce cadre doit respecter les critères définis par les lois et règlements en vigueur, notamment en termes de liquidité, d'évaluation, de qualité de crédit des émetteurs, de corrélation, de risques liés à la gestion des garanties et d'applicabilité. Les garanties reçues doivent plus particulièrement être conformes aux conditions suivantes :</p> <p>(a) toute garantie reçue doit être de grande qualité, être très liquide et être négociée sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation avec une tarification transparente afin d'être vendue rapidement à un prix proche de l'évaluation préalable ;</p> <p>(b) elles doivent être évaluées, au prix du marché (Mark-to-market) au moins sur une base quotidienne et les actifs affichant une forte volatilité de prix ne doivent pas</p>	<p>d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, le Compartiment pourra recevoir des titres qui sont considérés comme des garanties afin de réduire le risque de contrepartie lié à ces opérations. Le portefeuille de garanties reçues pourra être ajusté quotidiennement afin que sa valeur soit supérieure ou égale au niveau de risque de contrepartie supporté par le Compartiment dans la plupart des cas. Cet ajustement aura pour objectif que le niveau de risque de contrepartie supporté par le Compartiment soit totalement neutralisé.</p> <p>Toute garantie financière reçue par le Compartiment sera remise en pleine propriété au Compartiment et livrée sur le compte du Compartiment ouvert dans les livres de son dépositaire. A ce titre, les garanties financières reçues seront inscrites à l'actif du Compartiment. En cas de défaillance de la contrepartie, le Compartiment peut disposer des actifs reçus de la contrepartie afin d'éteindre la dette de cette contrepartie vis-à-vis du Compartiment dans le cadre de la transaction garantie.</p> <p>Toute garantie financière reçue par le Compartiment dans ce cadre doit respecter les critères définis par les lois et règlements en vigueur, notamment en termes de liquidité, d'évaluation, de qualité de crédit des émetteurs, de corrélation, de risques liés à la gestion des garanties et d'applicabilité. Les garanties reçues doivent plus particulièrement être conformes aux conditions suivantes :</p> <p>(a) toute garantie reçue doit être de grande qualité, être très liquide et être négociée sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation avec</p>
--	---	--

	<p>être acceptés comme garantie sauf en cas d'application d'une décote suffisamment prudente;</p> <p>(c) elles doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie et ne doivent pas être hautement corrélées avec les performances de la contrepartie ;</p> <p>(d) elles doivent être suffisamment diversifiées en termes de pays, de marchés et d'émetteurs avec une exposition maximale par émetteur de 20 % de la valeur liquidative du Compartiment ;</p> <p>(e) elles devraient pouvoir être, à tout moment, intégralement mises en œuvre par la société de gestion du Compartiment sans consultation de la contrepartie ni approbation de celle-ci.</p> <p>Par dérogation à la condition énoncée au (d) (ci-dessus), le Compartiment pourra recevoir un panier de garanties financières présentant une exposition à un émetteur donné supérieure à 20% de sa valeur liquidative à la condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les garanties financières reçues soient émises par un (i) État membre, (ii) une ou plusieurs de ses autorités locales, (iii) un pays tiers ou (iv) un organisme international public auquel appartiennent un ou plusieurs États membres ; et</li> <li>- que ces garanties financières proviennent d'au moins six émissions différentes dont aucune ne dépasse 30% de l'actif du Compartiment.</li> </ul> <p>Conformément aux conditions susmentionnées, les garanties reçues par le Compartiment pourront être composées :</p>	<p>une tarification transparente afin d'être vendue rapidement à un prix proche de l'évaluation préalable ;</p> <p>(b) elles doivent être évaluées, au prix du marché (Mark-to-market) au moins sur une base quotidienne et les actifs affichant une forte volatilité de prix ne doivent pas être acceptés comme garantie sauf en cas d'application d'une décote suffisamment prudente;</p> <p>(c) elles doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie et ne doivent pas être hautement corrélées avec les performances de la contrepartie ;</p> <p>(d) elles doivent être suffisamment diversifiées en termes de pays, de marchés et d'émetteurs avec une exposition maximale par émetteur de 20 % de la valeur liquidative du Compartiment ;</p> <p>(e) elles devraient pouvoir être, à tout moment, intégralement mises en œuvre par la société de gestion du Compartiment sans consultation de la contrepartie ni approbation de celle-ci.</p> <p>Par dérogation à la condition énoncée au (d) (ci-dessus), le Compartiment pourra recevoir un panier de garanties financières présentant une exposition à un émetteur donné supérieure à 20% de sa valeur liquidative à la condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les garanties financières reçues soient émises par un (i) État membre, (ii) une ou plusieurs de ses autorités locales, (iii) un pays tiers ou (iv) un organisme international public auquel appartiennent un ou plusieurs États membres ; et</li> </ul>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) d'actifs liquides ou équivalents, ce qui comprend notamment les avoirs bancaires à court terme et les instruments du marché monétaire ;</li> <li>(ii) d'obligations émises ou garanties par un état membre de l'OCDE, par ses collectivités publiques locales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial ou par tout autre pays sous réserve que les conditions (a) à (e) (ci-dessus) soient intégralement respectées ;</li> <li>(iii) d'actions ou parts émises par des fonds monétaires calculant une valeur liquidative quotidienne et disposant d'une note AAA ou équivalente ;</li> <li>(iv) d'actions ou parts émises par des OPCVM investissant principalement dans des obligations/actions indiquées dans les points (v) et (vi) ci-dessous ;</li> <li>(v) d'obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant une liquidité adaptée ;</li> <li>(vi) d'actions admises ou négociées sur un marché réglementé d'un état membre de l'UE, sur une bourse d'un état membre de l'OCDE ou sur une bourse d'un autre pays sous réserve que les conditions (a) à (e) (ci-dessus) soient intégralement respectées et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- que ces garanties financières proviennent d'au moins six émissions différentes dont aucune ne dépasse 30% de l'actif du Compartiment.</li> </ul> <p>Conformément aux conditions susmentionnées, les garanties reçues par le Compartiment pourront être composées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) d'actifs liquides ou équivalents, ce qui comprend notamment les avoirs bancaires à court terme et les instruments du marché monétaire ;</li> <li>(ii) d'obligations émises ou garanties par un état membre de l'OCDE, par ses collectivités publiques locales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial ou par tout autre pays sous réserve que les conditions (a) à (e) (ci-dessus) soient intégralement respectées ;</li> <li>(iii) d'actions ou parts émises par des fonds monétaires calculant une valeur liquidative quotidienne et disposant d'une note AAA ou équivalente ;</li> <li>(iv) d'actions ou parts émises par des OPCVM investissant principalement dans des obligations/actions indiquées dans les points (v) et (vi) ci-dessous ;</li> <li>(v) d'obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant une liquidité adaptée ;</li> </ul>
--	---	--

	<p>que ces actions figurent dans un indice de premier ordre.</p> <p><b><u>Politique en matière de décote :</u></b></p> <p>La société de gestion du Compartiment appliquera une marge aux garanties financières reçues par le Compartiment. Les marges appliquées dépendront notamment des critères ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature de l'actif reçu en garantie ;</li> <li>- Maturité de l'actif reçu en garantie (si applicable) ;</li> <li>- Notation de l'émetteur de l'actif reçu en garantie (si applicable).</li> </ul> <p><b><u>Réinvestissement des garanties reçues :</u></b></p> <p>Les garanties financières reçues sous une autre forme qu'en espèces ne seront pas vendues, réinvesties ou mise en gage.</p> <p>Les garanties reçues en espèces seront à la discrétion du gérant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) placées en dépôt auprès d'un établissement habilité ;</li> <li>(ii) investies dans des obligations d'État de haute qualité ;</li> <li>(iii) utilisées aux fins de transactions de prise en pension (reverse repurchase transactions), à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le</li> </ul>	<p>(vi) d'actions admises ou négociées sur un marché réglementé d'un état membre de l'UE, sur une bourse d'un état membre de l'OCDE ou sur une bourse d'un autre pays sous réserve que les conditions (a) à (e) (ci-dessus) soient intégralement respectées et que ces actions figurent dans un indice de premier ordre.</p> <p><b><u>Politique en matière de décote :</u></b></p> <p>La société de gestion du Compartiment appliquera une marge aux garanties financières reçues par le Compartiment. Les marges appliquées dépendront notamment des critères ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature de l'actif reçu en garantie ;</li> <li>- Maturité de l'actif reçu en garantie (si applicable) ;</li> <li>- Notation de l'émetteur de l'actif reçu en garantie (si applicable).</li> </ul> <p><b><u>Réinvestissement des garanties reçues :</u></b></p> <p>Les garanties financières reçues sous une autre forme qu'en espèces ne seront pas vendues, réinvesties ou mise en gage.</p> <p>Les garanties reçues en espèces seront à la discrétion du gérant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) placées en dépôt auprès d'un établissement habilité ;</li> </ul>
--	---	--

	<p>montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus;</p> <p>(iv) investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.</p> <p>Les garanties financières en espèces réinvesties doivent être diversifiées conformément aux exigences en la matière applicables aux garanties financières autres qu'en espèces.</p>	<p>(ii) investies dans des obligations d'État de haute qualité ;</p> <p>(iii) utilisées aux fins de transactions de prise en pension (reverse repurchase transactions), à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPCVM puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus;</p> <p>(iv) investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.</p> <p>Les garanties financières en espèces réinvesties doivent être diversifiées conformément aux exigences en la matière applicables aux garanties financières autres qu'en espèces.</p>
<p>- <b>POLITIQUE DE SELECTION DES CONTREPARTIES</b></p>	<p><b>POLITIQUE DE SÉLECTION DES CONTREPARTIES</b></p> <p>La Société de gestion met en œuvre une politique de sélection d'intermédiaires et de contreparties financières notamment lorsqu'elle conclut des contrats d'échange sur rendement global pour le compte du Compartiment.</p> <p>Sont sélectionnés des établissements financiers d'un pays de l'OCDE dont l'analyse s'est révélée satisfaisante. Cette analyse est réalisée sur la base de critères</p>	<p><b>POLITIQUE DE SÉLECTION DES CONTREPARTIES</b></p> <p>Conformément aux termes du contrat signé avec l'Agent (cf. section 7 « Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres »), la Société gestion détermine et transmet à Société Générale une liste de contreparties éligibles pour les opérations de cessions temporaires par application des critères de sélection ci-après définis.</p> <p>La Société de gestion met en œuvre une politique de sélection d'intermédiaires et de</p>

	<p>propres au département des risques de la Société de gestion tels que, la stabilité financière, la notation, l'exposition, le niveau de spread de crédit, le type d'activité, les antécédents, etc.</p> <p>La liste des contreparties autorisées est revue périodiquement ou en cas de chocs sur les marchés ou de dégradation des critères de sélection. Elle implique les différents départements (gestion, risques, opérations et supports) de la Société de Gestion. Les contreparties sélectionnées font l'objet d'un suivi régulier conformément à la politique d'Exécution de la Société de gestion. Une procédure d'escalade vers la direction de la Société de gestion et/ou du Département des Risques du Groupe Société Générale est prévue en cas d'incident.</p>	<p>contreparties financières notamment lorsqu'elle conclut des contrats financiers (opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et de dérivés) pour le compte du Compartiment. La sélection des contreparties d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et des intermédiaires financiers s'opère de façon rigoureuse parmi les intermédiaires réputés de la place sur la base de plusieurs critères liés à la fourniture de services de recherche (analyse financière fondamentale, information sur les sociétés, valeur ajoutée des interlocuteurs, bien-fondé des recommandations, etc ...) ou de services d'exécution (accès et informations sur les marchés, coûts des transactions, prix d'exécution, bon dénouement des opérations, etc...).</p> <p>Ne sont sélectionnés que les établissements financiers d'un pays de l'OCDE dont l'analyse s'est révélée satisfaisante. Cette analyse est réalisée sur la base de critères propres au département des risques de la Société de gestion tels que la stabilité financière, la notation, l'exposition, le niveau de spread de crédit, le type d'activité, les antécédents, etc.</p> <p>La liste des contreparties autorisées est revue mensuellement voire plus fréquemment en cas de chocs sur les marchés. Elle implique les différents départements (gestion, risques, opérations et supports) de la Société de gestion. Les contreparties et les intermédiaires financiers sélectionnés font l'objet d'un suivi régulier conformément à la Politique d'Exécution de la Société de gestion. Une procédure d'escalade vers la direction de la Société de gestion et/ou du Département des Risques du Groupe Société Générale est prévue en cas d'incident.</p>
--	---	--

<p>- <b>PROFIL DE RISQUE</b></p>	<p>Risques liés à l'absence de répliation parfaite :</p> <p>Absent</p>	<p>Risques liés à l'absence de répliation parfaite :</p> <p>La répliation de l'Indicateur de Référence via l'investissement dans tous les composants de l'Indicateur de Référence peut s'avérer coûteux ou très difficile opérationnellement. Aussi le gérant du Compartiment pourra avoir recours à des techniques d'optimisation, notamment la technique d'échantillonnage qui consiste à investir dans une sélection de titres représentatifs (et non tous les titres) composant l'Indicateur de Référence, dans des proportions différentes de celles de l'Indicateur de Référence ou bien même à investir dans des titres autres que les composants de l'Indicateur de Référence ou des instruments financiers à terme. Le recours à ces techniques d'optimisation pourra conduire à augmenter l'écart de suivi ex post et conduiront notamment à des performances différentes entre le Compartiment et l'Indicateur de Référence.</p>
	<p>Risque de Contrepartie :</p> <p>Le Compartiment est exposé au risque de faillite, de défaut de paiement ou de tout autre type de défaut de toute contrepartie avec laquelle il aura conclu un contrat ou une transaction. Il est particulièrement exposé au risque de contrepartie résultant de son recours à des Instruments financiers à terme ("IFT") négociés de gré à gré avec Société Générale ou avec toute autre contrepartie. Conformément à la réglementation UCITS, le risque de contrepartie (que cette contrepartie soit Société Générale ou une autre entité) ne peut excéder 10% de la valeur totale des actifs du Compartiment par contrepartie.</p> <p>En cas de défaillance de la Contrepartie, le contrat portant sur des IFT pourra être résilié par anticipation. Le Compartiment mettra alors tout en œuvre pour atteindre son objectif de gestion en concluant, le cas échéant, un autre contrat portant sur des IFT avec une contrepartie tierce, aux conditions de marché qui prévaudront lors de la survenance de cet événement.</p>	<p>Risque de Contrepartie :</p> <p>Le Compartiment pourrait avoir recours, à titre accessoire à des IFT.</p> <p>En pareille hypothèse, le Compartiment sera exposé au risque de faillite, de défaut de paiement ou à tout autre type de défaut de toute contrepartie avec laquelle il aura conclu un contrat ou une transaction. Il sera particulièrement exposé au risque de contrepartie résultant de son recours à des IFT négociés de gré à gré. Conformément à la réglementation UCITS, le risque de contrepartie ne peut excéder 10% de la valeur totale des actifs du Compartiment par contrepartie.</p> <p>Lorsque Société Générale intervient en tant que contrepartie de l'IFT et/ou au titre de toutes opérations de cessions temporaires de titres, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de Gestion du Compartiment et la contrepartie. La Société de Gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et</p>

	<p>La réalisation de ce risque pourra notamment avoir des impacts sur la capacité du Compartiment à atteindre son objectif de gestion à savoir la réplcation de l'Indicateur de Référence.</p> <p>Lorsque Société Générale intervient en tant que contrepartie de l'IFT, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de Gestion du Compartiment et la contrepartie de l'IFT. La Société de Gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>	<p>assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>
	<p>Risque lié au recours aux opérations de cessions temporaires de titres :</p> <p>Absent</p>	<p>Risque lié au recours aux opérations de cessions temporaires de titres :</p> <p>Dans l'hypothèse où l'emprunteur des titres financiers ferait défaut, le Compartiment pourrait supporter un risque dans le cas où la valeur des garanties reçues serait inférieure à la valeur des titres prêtés par le Compartiment. Ce risque pourrait se matérialiser notamment en cas (i) d'une mauvaise évaluation des titres faisant l'objet de cette opération et/ou (ii) de mouvements défavorables sur les marchés et/ou (iii) d'une détérioration de la note de crédit des émetteurs des titres reçus en garantie et/ou (iv) de l'illiquidité du marché sur lesquels les garanties reçues sont admises à la cotation. En cas de réinvestissement des garanties reçues en espèces, ce réinvestissement pourrait (i) créer un levier engendrant un risque de perte et de volatilité et/ou (ii) exposer le Compartiment à un marché en inadéquation avec son objectif de gestion, et/ou (iii) dégager des revenus inférieurs au montant des garanties à restituer par le Compartiment. Par ailleurs, le Compartiment pourrait subir des retards dans la restitution des titres prêtés réduisant la capacité du Compartiment à faire face aux demandes de rachat des investisseurs.</p>
	<p>Risque lié au recours à des instruments dérivés :</p>	<p>Risque lié au recours à des instruments dérivés :</p>

	<p>Afin d'atteindre son objectif d'investissement, le Compartiment a recours à des instruments financiers à terme ("IFT") négociés de gré à gré pouvant notamment prendre la forme de contrats d'échange, lui permettant d'obtenir la performance de l'Indicateur de Référence. Ces IFT peuvent impliquer une série de risques, vus au niveau de l'IFT et notamment les suivants : risque de contrepartie, événement affectant la couverture, événement affectant l'indice, risque lié au régime fiscal, risque lié à la réglementation, risque opérationnel et risque de liquidité. Ces risques peuvent affecter directement un IFT et sont susceptibles de conduire à un ajustement voire à la résiliation anticipée de la transaction IFT, ce qui pourra affecter la valeur liquidative du Compartiment.</p>	<p>Absent.</p>
	<p>Risque lié au recours à des Instruments Financiers à Terme :</p> <p>Absent.</p>	<p>Risque lié au recours à des Instruments Financiers à Terme :</p> <p>A titre accessoire, le Compartiment peut avoir recours à des Instruments Financiers à Terme (« IFT ») négociés de gré à gré ou des IFT cotés, en particulier des contrats de type futures et/ou des swaps de couverture. Ces IFT peuvent impliquer une série de risques, vus au niveau du contrat et notamment (mais non exclusivement) les suivants : risque de contrepartie, événement affectant la couverture, événement affectant l'Indicateur de Référence, risque lié au régime fiscal, risque lié à la réglementation et risque de liquidité. Ces risques peuvent affecter directement un IFT et sont susceptibles de conduire à un ajustement voire à la résiliation anticipée du contrat de l'IFT, ce qui pourra affecter la valeur liquidative du Compartiment.</p> <p>L'investissement dans des IFT peut comporter un niveau de risque élevé. Le montant requis pour négocier certains IFT est potentiellement très inférieur à l'exposition obtenue via ces instruments, ce qui implique un « effet de levier » au niveau de chaque transaction. Un mouvement de marché relativement limité aurait alors un impact proportionnellement très élevé, cet</p>

		<p>impact pouvant s'avérer favorable ou défavorable au Compartiment.</p> <p>La valeur de marché des IFT est très volatile et peut donc subir des variations importantes.</p> <p>Le Compartiment pourra avoir recours à des IFT négociés de gré à gré. Les opérations de gré à gré peuvent s'avérer moins liquides que des opérations traitées sur des marchés organisés, où les volumes échangés sont généralement plus élevés, et leurs prix peuvent être plus volatils.</p>
	<p>Risque juridique</p> <p>Le Compartiment pourrait supporter un risque juridique lié à la conclusion de tout contrat d'échange sur rendement global (Total Return Swap ou TRS) tel que mentionné par le règlement (UE) 2015/2365</p>	<p>Risque juridique</p> <p>Le Compartiment pourrait supporter un risque juridique lié à la conclusion de tout contrat d'opération de financement sur titres tel que mentionné par le règlement (UE) 2015/2365</p>
	<p>- Risque de conflits d'intérêts</p> <p>Un choix de contrepartie, orienté par d'autres motifs que le seul intérêt du Compartiment et/ou un traitement inégal dans la gestion de portefeuilles équivalents pourraient constituer les principales sources de conflits d'intérêts. Lorsque Société Générale intervient en tant que contrepartie de l'IFT et/ou au titre de toutes opérations de cessions temporaires de titres, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de Gestion du Compartiment et la contrepartie. La Société de Gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>	<p>- Risque de conflits d'intérêts</p> <p>Un choix de contrepartie, orienté par d'autres motifs que le seul intérêt du Compartiment et/ou un traitement inégal dans la gestion de portefeuilles équivalents pourraient constituer les principales sources de conflits d'intérêts. Lorsque Société Générale intervient en tant que contrepartie de l'IFT et/ou au titre de toutes opérations de cessions temporaires de titres, des conflits d'intérêts peuvent survenir entre la Société de Gestion du Compartiment et la contrepartie. La Société de Gestion encadre ces risques de conflit d'intérêts par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>
	<p>- Risque lié à la conclusion de contrats d'échange sur rendement global :</p> <p>Dans l'hypothèse où la contrepartie du contrat d'échange sur rendement global conclu par le Compartiment ferait défaut, le Compartiment pourrait supporter un risque dans le cas où la valeur des garanties reçues par le Compartiment serait inférieure à la</p>	<p>- Risque lié à l'utilisation de techniques efficaces de gestion de portefeuille</p> <p>Dans l'hypothèse où la contrepartie de la technique de gestion efficace de portefeuille (ci-après la "TGEP") traitée par le Compartiment ferait défaut, le Compartiment pourrait supporter un risque dans le cas où la valeur des garanties reçues par le Compartiment serait inférieure à la</p>

	<p>valeur des actifs du Compartiment transférés à la contrepartie dans le cadre du contrat. Ce risque pourrait se matérialiser notamment en cas (i) d'une mauvaise évaluation des titres faisant l'objet de ce contrat et/ou (ii) de mouvements défavorables sur les marchés et/ou (iii) d'une détérioration de la note de crédit des émetteurs des titres reçus en garantie et/ou (iv) de l'illiquidité du marché sur lesquels les garanties reçues sont admises à la cotation. L'attention des porteurs est attirée sur le fait que des contrats d'échange sur rendement global pourraient être conclues avec Société Générale, entité du même groupe que la Société de gestion. La Société de gestion encadre les éventuels risques de conflit d'intérêts liés à la réalisation d'opérations intra-groupe par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>	<p>valeur des actifs du Compartiment transférés à la contrepartie dans le cadre de la TGE concernée. Ce risque pourrait se matérialiser notamment en cas (i) d'une mauvaise évaluation des titres faisant l'objet de cette opération et/ou (ii) de mouvements défavorables sur les marchés et/ou (iii) d'une détérioration de la note de crédit des émetteurs des titres reçus en garantie et/ou (iv) de l'illiquidité du marché sur lesquels les garanties reçues sont admises à la cotation. L'attention des porteurs est attirée sur le fait (i) que des TGE pourraient être conclues avec Société Générale (entité du même groupe que la Société de gestion) et/ou (ii) que Société Générale pourrait être désignée comme agent du Compartiment dans le cadre des TGE. La Société de gestion encadre les éventuels risques de conflit d'intérêts liés à la réalisation d'opérations intra-groupe par la mise en place de procédures destinées à les identifier, les limiter et assurer leur résolution équitable le cas échéant.</p>
	<p>- Risques liés à la gestion des garanties :</p> <p>Le risque de contrepartie lié à des investissements dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (y compris les TRS), à des opérations de prêt et d'emprunt de titres et à des conventions de mise et de prise en pension est généralement limité par la cession ou l'engagement d'une garantie au bénéfice du Compartiment.</p> <p>Si une contrepartie fait défaut, le Compartiment peut se voir contraint de revendre au cours du marché la garantie reçue, éventuellement avec perte à la clé. Le Compartiment peut également subir des pertes liées au réinvestissement éventuel (s'il est autorisé) des garanties en espèces reçues du fait d'une dépréciation des investissements en question.</p>	<p>- Risques liés à la gestion des garanties</p> <p>Le risque de contrepartie lié à des investissements dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (y compris les TRS), à des opérations de prêt et d'emprunt de titres et à des conventions de mise et de prise en pension est généralement limité par la cession ou l'engagement d'une garantie au bénéfice du Compartiment.</p> <p>Si une contrepartie fait défaut, le Compartiment peut se voir contraint de revendre au cours du marché la garantie reçue, éventuellement avec perte à la clé. Le fonds peut également subir des pertes liées au réinvestissement éventuel (s'il est autorisé) des garanties en espèces reçues du fait d'une dépréciation des investissements en question.</p>

	- Risque opérationnel :  Le risque opérationnel englobe les risques de pertes directes ou indirectes liés à un certain nombre de facteurs (par exemple les erreurs humaines, les fraudes et malveillances, les défaillances de systèmes d'information et événements externes, etc.) qui pourraient avoir un impact sur le Compartiment et / ou les investisseurs. La Société de gestion vise à réduire ce risque à travers la mise en place de contrôles et procédures.	- Risque opérationnel  Le risque opérationnel englobe les risques de pertes directes ou indirectes liés à un certain nombre de facteurs (par exemple les erreurs humaines, les fraudes et malveillances, les défaillances de systèmes d'information et événements externes, etc.) qui pourraient avoir un impact sur le fonds et / ou les investisseurs. La Société de Gestion vise à réduire ce risque à travers la mise en place de contrôles et procédures.
--	---	--

### FRAIS ET COMMISSIONS :

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise au Compartiment	Valeur liquidative × nombre d'actions	Au maximum, le plus élevé entre (i) 50 000 euros par demande de souscription et (ii) 5%, rétrocédable aux tiers
Commission de souscription acquise au Compartiment	Valeur liquidative × nombre d'actions	Maximum 0,50%*
Commission de rachat non acquise au Compartiment	Valeur liquidative × nombre d'actions	Au maximum, le plus élevé entre (i) 50 000 euros par demande de rachat et (ii) 5%, rétrocédable aux tiers
Commission de rachat acquise au Compartiment	Valeur liquidative × nombre d'actions	Maximum 0, 10%*

Aucune commission de souscription/rachat ne sera prélevée pour tout achat/vente d'actions du Compartiment effectué sur une de ses places de cotation

\* la Société de gestion met en œuvre quotidiennement une politique de droits ajustables afin de faire supporter les coûts réels d'ajustement du portefeuille aux intervenants du marché primaire, notamment dans le cas où des ordres de souscriptions/rachats sont passés en sens opposés sur une même valeur liquidative ou encore lorsque la taille d'un ordre permet au gérant de réduire les coûts d'exécution.

### **FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au Compartiment, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Pour ce Compartiment, aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter (cf. tableau récapitulatif ci-après) :

- Des commissions de surperformance : ces commissions rémunèrent la société de gestion dès lors que le Compartiment dépasse ses objectifs et sont facturées au Compartiment ;
- Des commissions de mouvement facturées au Compartiment ;

Lyxor Asset Management  
Tours Société Générale - 17 cours Valmy  
92987 Paris- La Défense Cedex – France  
[www.lyxor.com](http://www.lyxor.com)

Lyxor Asset Management SAS au capital de 161 106 300 euros – RCS Nanterre No 418 862 215 – Siège Social : Tours Société Générale - 17 cours Valmy 92800 Puteaux

- Les coûts/frais opérationnels directs et indirects liés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés au Compartiment, se reporter à la Partie Statistique du Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI).

<b>Frais facturés au Compartiment</b>	<b>Assiette</b>	<b>Taux barème</b>
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion <sup>(1)</sup>	Actif net	0,50 % par an maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Néant
Commission de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant
Coûts/Frais opérationnels directs et indirects liés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres	Montant des revenus générés par ces opérations	20% maximum pour la Société de gestion ; 15% maximum pour l'Agent.

(1) incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM.